

Voyage en Equateur, le pays du « Buen vivir » ...

Juillet 2012, Michel Besson, pour Andines (1) et Minga (2).

La vieille camionnette monte la piste qui nous amène à Ingapi, petit hameau de 500 habitants situé en contre-bas de la cordillère des Andes équatoriennes. Sous un soleil de plomb, plusieurs kilomètres à travers les champs de canne à sucre. Avec Gonzalo Merchàn, gérant de Pakta Mintalay, nous sommes accueillis par une dizaine de membres de l'Association des paysans d'Ingapi, devant les locaux où l'association procède à la fabrication du fameux sucre de canne biologique qu'exporte Pakta Mintalay et qu'importe en France Andines depuis une dizaine d'années.



Nous sommes très heureux de nous retrouver, sachant que la réunion prévue sera un peu difficile mais sincère... Nous y reviendrons à la fin de ce rapport de voyage. Je suis en Equateur cette fois-ci pour non seulement rencontrer nos partenaires mais aussi d'autres producteurs, et pour toujours mieux comprendre ce qui se passe dans ce pays du « Buen vivir ».

Le « Buen vivir ».

Commençons par là. Ces deux mots sont traduits du quechua « Sumak kawsay ». C'est une tradition andine millénaire, qui signifie « vivre bien en harmonie avec la nature et entre les êtres vivants ». Tout un programme ! C'est aussi un objectif qui est inscrit dans la nouvelle Constitution de ce pays pleine mutation. Il s'agit de promouvoir une société où les humains puissent vivre en paix, c'est-à-dire puissent s'exprimer et s'organiser librement, en dialoguant et en se respectant, et surtout en respectant la « madre tierra ». Il s'agit de la nature, de tout l'univers, considéré comme la mère qui les a enfantés, qu'ils doivent donc absolument respecter et dont ils font partie.

C'est le contraire d'une société capitaliste de plus en plus libérale dont le moteur principal est le profit individuel, c'est à dire l'accumulation de biens matériels au travers d'un productivisme et d'un consumérisme effrénés. Peu importent les inégalités sociales, qui augmentent, peu importe les violences qu'il faut imposer, peu importe le pillage des ressources naturelles non renouvelables, peu importe un changement climatique suicidaire... il faut produire et consommer toujours plus, « s'enrichir », et surtout toujours plus commercer puisque c'est dans les échanges que se font les profits !

Je connaissais depuis pas mal d'années la philosophie du « buen vivir », dont les bases sont ancestrales (et pas seulement en Amérique latine) et dont on débat beaucoup ici. C'est aussi une pensée dynamique et donc riche d'avenirs. Ce n'est pas un hasard si les colonisateurs espagnols et autres, puis leurs descendants qui ont imposé l'esclavage et l'exploitation ouvrière et paysanne, ont tout fait pour étouffer et réprimer durement les peuples indigènes qui revendiquaient et revendiquent toujours cette philosophie. Des dizaines de millions de

personnes déportées, torturées, assassinées, tout cela pour imposer l'idéologie et le système du fameux « progrès »...capitaliste (c'est-à-dire du capital). Mais le sumak kawsay n'est pas mort, bien au contraire !

Qu'en est-il aujourd'hui ici, sous le gouvernement du président Corréa ?

Si l'on écoute les défenseurs du « buen vivir », qui ne sont pas seulement issus des communautés andines, de plus en plus de citoyens, surtout les plus jeunes, se battent pour cette remise en cause du capitalisme et sont en train d'inventer aujourd'hui, et pas seulement en Equateur, une autre civilisation (4). Se considérant comme citoyens, citoyens du monde, de plus de citoyens n'acceptent ni les frontières imposées par l'ancien régime, ni le « travail » en tant qu'activité aliénante n'enrichissant finalement que les plus riches. Ils veulent produire, échanger et consommer autrement, en se respectant entre eux et en respectant la biodiversité. Ce mouvement prend de l'ampleur.

Ici comme ailleurs je constate que les conditions matérielles de l'ensemble de la population s'améliorent (alimentation, habitat, éducation, santé, etc) d'années en années. Je peux constater que le gouvernement équatorien actuel a mis en chantier, pour la première fois, des programmes publics au service des plus pauvres, tout en cherchant à limiter les impacts environnementaux. C'est ce qu'on appelle ici la « révolution citoyenne »... Mais sur le fond, je constate aussi qu'ici, comme en Bolivie l'an dernier (3), ceux qui dominent le développement économique sont toujours les mêmes, dirigeants de multinationales ou grandes entreprises équatoriennes. Les grands centres commerciaux se multiplient, avec les systèmes des plus grandes marques... nord américaines. Les citoyens y courent... Les grands médias (TV, radios et journaux) sont aussi dans les mains des familles les plus riches.

Il s'agit donc d'un véritable et immense combat, qui se veut pacifique, entre un système prédateur de plus en plus omniprésent, et une volonté populaire elle aussi de plus en plus puissante et organisée.

L'autre danger est de se contenter d'un « buen vivir » théorique (le discours est facile, basé sur de vraies aspirations populaires), en en faisant une nouvelle idéologie (5), figée, à système pyramidal, sous la houlette de toujours celles et ceux qui savent parler, écrire, commander... Mais la dynamique des luttes concrètes de tous ceux qui n'ont à perdre que leurs chaînes va sans doute modifier dans les prochaines années les rapports de force...

A la rencontre d'entreprises...

Je suis aussi ici pour répondre à l'invitation de Fedexpor, une fédération équatorienne de producteurs / exportateurs, pour rencontrer une partie de ses membres pendant les 3 jours d'une exposition.

J'ai rencontré une vingtaine de ces entreprises, l'une après l'autre, passant beaucoup de temps à découvrir leurs réalités, à écouter leurs projets et propositions, et surtout à débattre du « quoi et pourquoi produire, commercer, exporter ? ». Nous avons beaucoup discuté de souveraineté économique, en particulier de souveraineté alimentaire, des droits sociaux des travailleurs, paysans, ouvriers et employés. Nous avons aussi beaucoup parlé d'équité tout le long d'une filière commerciale, non seulement du respect des humains mais aussi de notre rapport à la nature, aux ressources naturelles renouvelables et surtout non renouvelables. La constitution équatorienne promeut le « buen vivir », mais qu'en est-il dans la réalité ?

J'ai été surpris par le grand intérêt porté ici à toutes ces questions de fond par la plupart de mes interlocuteurs(trices). Même si les plus intéressés étaient les entreprises ou associations les plus petites, en particulier les associés pour produire et vendre (riz, maïs, pommes de terre, sucre, lait, fruits, etc). Cependant, la discussion s'est particulièrement approfondie avec

les femmes de « l'Asociacion de toquilleras de Sigsig », fabricant des chapeaux en fibre de « paja toquilla », qui sont en fait les fameux « panamas », tous fabriqués en Equateur. Andines a déjà travaillé avec cette association et nous allons passer une nouvelle commande avec Gonzalo.

La discussion a aussi été très intéressante avec Perotz, représentant l'association Ikiam, un ensemble de 11 communautés indiennes shuaraes d'Amazonie qui ont mis en place un « tourisme alternatif et responsable » sur leur territoires : « Les membres de nos communautés et les visiteurs doivent pouvoir vraiment se rencontrer, vivre quelques jours ensemble, échanger non seulement des recettes de cuisine, mais aussi leurs philosophies, échanger pour construire une autre société, respectueuses du vivant. Nous sommes tous des êtres humains, égaux, et pas des sauvages comme le pensent encore pas mal d'occidentaux,.. et avec vous, celles et ceux d'Andines et de Minga tel que tu me les a définis, on a beaucoup à faire ensemble dans ce sens là ! » (6).

La rencontre avec des agriculteurs de la région de Pastaza (7) fut aussi passionnante. Ils produisent et souhaitent vendre (et pourquoi pas exporter?) les surplus de leur production (cacao et fruits équatoriaux) : « Mais pour nous, la souveraineté alimentaire de nos communautés est essentielle, c'est-à-dire produire pour bien nourrir en priorité les populations locales et régionales, rurales et urbaines. C'est difficile de résister à cette société libérale dont les grands commerçants veulent que nous produisions pour exporter à travers eux... ils veulent tout marchandiser. S'ils pouvaient s'accaparer du vent et du soleil pour les revendre en pièces détachées, ils le feraient ! ». C'est Mauricio qui parle. Sa famille cultive surtout la « papachina »,



une tubercule très riche en oligo-éléments, et pratique l'agro-écologie, c'est à dire une agriculture biologique qui va beaucoup plus loin que dans son sens occidental (8).

J'ai aussi rencontré Monica Casa, représentante d'une communauté quechua du nord de l'Equateur, qui produit artisanalement des vêtements en coton et laine, mais aussi des ceintures et autres sacs en cuir local. « Il faut que vous veniez nous voir, me dit-elle. Pas seulement pour nos produits, mais pour le sens commun que nous donnons aux échanges, cette équité générale dont vous parlez. Il y a quelques années, on a eu à faire avec des acheteurs d'un soit-disant commerce équitable, mais nous ne parlions pas de la même chose. Eux parlaient de nous aider, nous les pauvres. C'était très paternaliste, et ce sont eux qui fixaient les prix, sans nous écouter. On a arrêté ».

J'ai aussi rencontré d'autres entrepreneurs passionnants comme ceux de Gàrgola, des céramistes très engagés dans l'écologie.

Sont aussi venues les deux plus grosses organisations de « commerce équitable », fortement subventionnées...Camari et le MCCH (9).

Je tiens à la disposition de tous le coordonnées de toutes ces structures.

A chaque rencontre j'ai bien sûr présenté et représenté Andines, notre coopérative française, et l'Association Minga et nos objectifs pour une économie équitable. Donnant à chaque personne un document explicatif en espagnol.

Je remercie Marcelo Aleman, de Fedexpor, Sara, une jeune stagiaire qui m'a aidé durant ces 3 jours intenses, et bien sûr Gonzalo Merchan, gérant de Pakta Mintalay (10), avec qui nous avons beaucoup discuté de notre longue coopération, de la situation de nos deux entreprises, et de la société dans laquelle nous vivons...l'une de nos difficultés est notre relation de travail avec les producteurs du sucre de canne, à Ingapi.



De retour à Ingapi

L'Association Cumbres de Ingapi, avec laquelle nous avons commencé à travailler en 2002, est aujourd'hui constituée de 17 familles. Elles travaillent des cultures vivrières mais produisent aussi un excellent sucre de canne en agro-écologie. Au départ, les 5 premiers membres de cette coopérative se sont associés pour s'entraider et produire ensemble le sucre de canne dans un atelier commun : broyage de la canne, extraction du jus, évaporation et fabrication du sucre, *la panela*, commercialisation.

Le lecteur trouvera plusieurs documents explicatifs sur le site d'Andines (11).



L'arrivée de nouveaux membres a enrichi le travail d'équipe mais ces derniers tenaient à continuer, parallèlement au travail collectif, à procéder la transformation de la canne dans leurs propres propriétés.

Récemment, une importante organisation équatorienne de « commerce équitable », la Camari, a eu une grosse commande d'importateurs européens, et pour y répondre, elle n'a pas hésité de s'adresser non pas à leur association mais aux agriculteurs individuellement, faisant fi de leur

organisation, et proposant un prix d'achat plus élevé de 10% du prix habituellement pratiqué. Une grande partie de ces agriculteurs ont hésité puis accepté... Les autres acheteurs, ne pouvant plus se procurer le sucre, tout au moins momentanément, dénoncent cette pratique de Camari qui divise les producteurs et devient la pratique ultralibérale de tout intermédiaire classique spéculatif. Ici aussi, les Ong, fortes de leur pouvoir religieux et financier, mènent la danse. Camari fait aussi le chantage quant à la certification biologique du sucre de canne, expropriant les producteurs de cet outil important pour eux.



Le débat au sein de l'Association est donc vif, une partie des producteurs ne voyant que leur intérêt immédiat, une autre partie ayant bien conscience d'un possible démantèlement de leur union. Notre discussion fut fraternelle mais les enjeux bien mis à plat. C'est aux producteurs de décider de garder leur autonomie ou de se plier aux diktats des marchés. A suivre...

Merci, chers lecteurs, de votre attention.
MB, Quito, Juillet 2012.

- (1) www.andines.com
- (2) www.minga.net
- (3) <http://www.minga.net/spip.php?article303> (Rencontres en Bolivie, Brochure et film).
- (4) « Sumak Kawsay / Buen vivir, y cambios civilizatorios », livre sous la coordination d'Irène Leon, Ed. Fedaepe, Quito. 2011.
- (5) Revue « Ecuador DEBATE », Quito, Décembre 2011 / www.ecuadordebate.com/
- (6) www.ikiam.info
- (7) www.pastaza.gob.ec
- (8) Voir le livre que nous venons d'écrire : « *La bio, business ou projet de société ?* », Ed. Agone. 2012.
- (9) www.camari.org/ et www.fundmcch.com.ec/
- (10) **Pakta Mintalay. Adresse :** Ulpiano Páez N20-27 y 18 de Septiembre, Ed.: Zamora, Of.: 102. Quito. ECUADOR - Tel : 00 (593) 2 2559-711
- (11) <http://www.andines.com/spip.php?article135>

ANDINES, 5 Rue de la Poterie – 93200 SAINT DENIS

Tel : 01 48 20 48 60. Fax : 01 48 20 50 93. andines@nnx.com

Site : www.andines.com